

## **L'UE dans la crise du capitalisme occidental**

### ***Du marché comme fondement de l'intégration économique au modèle social comme principe politique d'unité et d'identité de l'UE***

par Pierre Defraigne, Directeur exécutif de la Fondation Madariaga-Collège  
d'Europe, Directeur Général Honoraire à la Commission européenne

Les grandes crises sont propices aux grands desseins parce qu'elles brisent le carcan de la pensée convenue, mobilisent l'imagination et libèrent la volonté de changement. Notre continent vit en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle un double basculement, d'un côté vers une globalisation multipolaire qui met fin à la parenthèse occidentale de domination du monde qui a duré deux siècles, et de l'autre vers le carcan que la montée en puissance de l'Asie resserre autour des ressources naturelles et du climat.

Deux ambitions doivent guider l'UE sur la voie du changement : la revitalisation du modèle social européen qui est la marque et la singularité de l'Europe dans un monde désormais unifié et ouvert, et la prise en charge par l'UE d'un système européen de défense, gage de son autonomie, et par là de l'intégrité de son modèle social. C'est sur ce modèle que je concentrerai ici mon propos, mais je reviendrai brièvement sur la défense en conclusion.

Le modèle social européen est le produit de la percolation, à travers toutes les strates de l'Histoire de la civilisation européenne, des valeurs de dignité irréductible et d'égalité absolue en dignité de toutes les femmes et de tous les hommes, héritées de la tradition judéo-chrétienne, et des idéaux de liberté et de justice affirmés par les Lumières et traduits en progrès concrets par les luttes ouvrières du XIX<sup>e</sup> et par le combat démocratique qu'elles ont initié. Loin d'être un aboutissement, il est un héritage à faire fructifier à la manière du Laboureur de La Fontaine qui disait à ses fils : « travaillez, prenez de la peine, c'est le fond qui manque le moins ». Nous ne sommes en effet pas les rentiers d'une civilisation sur le déclin, mais les bâtisseurs de la civilisation européenne d'aujourd'hui, dans un rapport désormais moins vertical et plus horizontal aux autres cultures et aux autres civilisations.

Pour faire de l'UE l'outil de la revitalisation de la pensée et de l'action politiques en Europe, il nous faut transcender le conflit qui se dessine entre le capitalisme de marché occidental en crise et la construction européenne jusqu'ici dépourvue d'un projet explicite. Il faut pour cela que la société reprenne la main au marché pour mettre le politique en capacité de maîtriser le capitalisme de marché globalisé au niveau approprié, celui de l'UE. Il faut que la société européenne s'accorde sur le projet à assigner à l'UE : d'un côté le modèle social et de l'autre l'Europe-puissance, garante incontournable du premier.

Mon propos s'articulera en trois étapes

- 1) Comment la crise du capitalisme de marché occidental a-t-elle débouché sur la crise à la périphérie de l'eurozone qui menace l'unité de cette dernière ?
- 2) Comment l'UE, construite sur l'intégration économique par le marché, doit oser se doter d'un projet politique cohérent avec son idéal civilisationnel, qui ne peut-être que le modèle social européen ?
- 3) Quels sont les éléments concrets de départ de ce projet ?

## **I. La crise du capitalisme de marché occidental**

Un avertissement sémantique d'abord: comme Braudel je préfère distinguer, bien qu'ils soient étroitement imbriqués l'un dans l'autre dans la trame de l'économie réelle, d'un côté, l'univers Walrasien de l'économie de marché, et de l'autre le capitalisme d'abord marchand et par la suite industriel, mais toujours financier qui est le monde de la concurrence imparfaite – monopole et oligopoles – et qui imprime sa dynamique puissante à l'évolution de notre système économique.

Le capitalisme sur lequel je jette un regard agnostique - selon le propos d'André Comte-Sponville, 'ni moral, ni immoral mais amoral'- est un moment de l'Histoire du monde qu'il nous faut gérer en menant un combat politique incessant. Le capitalisme marque après la maîtrise du feu, l'invention de la roue, et celle de la monnaie, une avancée majeure dans le développement de l'humanité. A partir de la découverte de Watt, la machine à vapeur qui démultipliait l'énergie humaine, s'est construit en Europe un système économique qui a généré des gains continus et sans précédent de productivité et donc de bien être, et qui a assis la supériorité de l'Occident sur le monde pendant deux siècles, non sans coûts humains redoutables au-dedans et au-dehors bien entendu.

Ce système, fondé sur la recherche exclusive du profit en vue de l'accumulation maximum du capital et sa concentration dans un minimum de mains, comporte une qualité essentielle qui lui confère une légitimité sociale forte même en cas de crise pourtant systémique comme aujourd'hui, en l'occurrence une efficacité élevée dans l'allocation des ressources en vue de la croissance. Il présente aussi trois défauts: l'instabilité, l'iniquité et aujourd'hui l'insoutenabilité environnementale. Ces faiblesses constitutives conduisent marxistes et certains altermondialistes à récuser le système. Pour moi, elles peuvent être corrigées par des contrepouvoirs robustes et une régulation politique vigoureuse. Mais contrepouvoirs et régulation exigent une éthique forte que le capitalisme mine insidieusement par son emprise sur la culture. Un combat de Sisyphe donc !

### **Une globalisation féconde mais déstabilisatrice**

Le capitalisme entretient avec le politique une relation tantôt d'alliance – de collusion – et tantôt d'émancipation. La globalisation en cours en est l'illustration. Elle est le produit d'abord de choix politiques – la libéralisation commerciale, graduelle et fructueuse, et la libéralisation financière, brutale et dangereuse – ensuite d'une révolution industrielle – les TIC et les containers – et enfin précisément de l'avènement de la firme globale qui fragmente et gère la chaîne de valeur, à l'échelle du monde en temps réel, avec l'appui et sous la pression d'une l'industrie financière globalisée hypertrophiée.

Or la firme globale – devenue portefeuille d'activités sécables du fait de leur mobilité et dès lors traitée par les marchés comme véhicule financier – et la finance globale mettent aujourd'hui en concurrence les régimes nationaux de régulation et les marchés du travail

qui sont par nature enracinés dans des territoires, alors que les multinationales et les actifs financiers sont foncièrement mobiles.

Du coup la croissance mondiale s'en est trouvée plus soutenue parce que le capitalisme de marché globalisé a intégré des économies émergentes – la Chine et les autres BRIC – assurant par là une convergence réelle sans précédent entre Nord et Sud, entre Ouest et Est, soit une formidable avancée pour l'unification du monde et pour une répartition plus juste de la richesse entre continents.

Le résultat évident est la montée en puissance de l'Asie et des économies émergentes avec deux conséquences : le centre de gravité de l'économie mondiale bascule à l'Est ; le poids de l'Asie dans la gouvernance mondiale s'alourdit avec, à la clé, la confrontation de modèles de développement alternatifs au nôtre. Le consensus de Washington n'est plus. C'est la fin de la parenthèse européenne de domination du monde. C'est aussi l'expiration de la rente coloniale qui a garanti si longtemps à l'Occident le monopole de l'emploi manufacturier et le privilège d'une énergie et de matières premières bon marché.

### **Les risques de la globalisation par le marché**

Mais en même temps, se produisent trois évolutions :

- a) la concentration, sous l'effet du progrès technique et de la globalisation, de la richesse au sein de chaque pays qui s'exprime dans des inégalités croissantes entre capital et travail, mais aussi au sein du capital et du travail, avec en outre des possibilités accrues pour les grandes firmes et grandes fortunes d'éviter l'impôt, conduit à des tensions croissantes au sein de toutes les sociétés ; mais elles sont particulièrement sensibles à l'Ouest à cause de la montée du chômage ;
- b) les pays laissés pour compte, par défaut de gouvernance propre, sont des foyers d'instabilité et de conflit ;
- c) Le resserrement de l'étau de la démographie et la convergence Nord-Sud, sur les ressources fixes (énergie, nourriture, matières de base et climat) crée des tensions sur les prix et des rivalités géopolitiques pour le contrôle des sources d'énergie. L'innovation technologique certes fournit des réponses, mais celles-ci posent souvent le double problème du risque imprévisible et de la complexité incontrôlée. En outre, elle peut cette fois ne pas intervenir à temps compte tenu de l'ampleur et de la vitesse de la montée de la demande en Asie de sorte que des pénuries pourraient nous amener à modifier nos modes de vie.

A partir des années 80 – les années Reagan-Thatcher- la classe dirigeante des Etats-Unis, sous l'impulsion des néo-conservateurs, des milieux d'affaires et d'une très large frange des économistes de profession va adopter le néo-libéralisme dont le credo s'énonce en trois propositions : les marchés sont efficaces et s'autorégulent ; toute activité se prête à marchandisation ; les défaillances du marché sont toujours moins graves que les

défaillances de politique économique. L'Amérique conservatrice va aussi se faire la prosélyte du néo-libéralisme dans les milieux internationaux – clubs privés de réflexion et organes de la gouvernance économique globale- et elle trouvera un écho en Europe, notamment au sein des institutions européennes. A l'intérieur des Etats-Unis, un groupe déterminé entend revenir au pré-New Deal jugé responsable du déclin américain. Les néo-conservateurs y parviendront en trente ans, en reconstituant le niveau d'inégalités d'avant 1929, mais, la politique monétaire laxiste aidant, en débouchant finalement sur une crise financière sans précédent, depuis 1929 précisément, provoquée par l'endettement des ménages, l'effet de levier excessif des institutions financières et la dérégulation qui va permettre des comportements à risque nourris par l'aléa moral (too big to fail) et par les pratiques frauduleuses ou les conflits d'intérêts.

### **La séquence de la crise**

La crise de Wall Street de septembre 2008 a donc été l'aboutissement d'une séquence en trois temps: montée des inégalités d'abord, politique monétaire laxiste ensuite, et enfin dérégulation financière.

L'Europe par la défaillance de la BCE focalisée sur la dette des Etats mais négligeant celle des banques, et scrutant la 'core-inflation' mais ignorant les bulles d'actifs financiers et immobiliers, et par celle des superviseurs nationaux qui n'ont rien vu venir de l'entrée des actifs toxiques dans les bilans bancaires, a importé la crise financière américaine. La crise financière privée devient crise financière publique par transfert de la dette des banques vers les Etats. S'y ajoute le coût exorbitant des stimuli budgétaires décidés par le G20 en Novembre 2008 pour prévenir le glissement de la récession vers une dépression mondiale. Ces déficits cumulés appellent aujourd'hui une résorption rapide des dettes publiques, avec un effet récessif certain. Mais les conséquences en sont plus sévères encore en raison des vulnérabilités structurelles de l'économie européenne : vieillissement démographique, déficit d'innovation, finances publiques en dégradation structurelle dans plusieurs pays dont la France et la Belgique. Par ailleurs l'UE foncièrement hétérogène a ses maillons faibles : les nouveaux Etats-membres et les pays du pourtour méditerranéen entrés dans l'eurozone. Paradoxalement, ce sont ces derniers qui vont se révéler les plus vulnérables à la crise : en effet à leurs faiblesses structurelles – spécialisation internationale dépassée et déficit de compétitivité –, ils vont ajouter des fautes graves de politique économique – déficits budgétaires, surendettement des banques et hausses excessives des coûts salariaux en regard de la productivité-précisément à la faveur de la protection factice offerte par l'euro qui leur assure des taux d'intérêts trop bas et des taux de changes trop hauts.

Au total, s'ouvre donc aujourd'hui devant l'Europe une décennie perdue qui sera marquée par une croissance déclinante et des inégalités montantes. La décennie de tous les dangers au cours de laquelle l'eurozone et l'UE-27 elle-même vont jouer leur unité autour du problème social!

## II. La crise de la construction européenne

Retournons à la formation de l'UE et de l'eurozone pour comprendre en quoi la construction européenne est constitutionnellement « orthogonale » au modèle social européen et que cette inconsistance institutionnelle place l'UE aujourd'hui en difficulté pour aborder la crise sans jouer son unité dans l'aventure, en raison des conflits sociaux qui se dessinent et de la montée de la xénophobie et du populisme. Ceux-ci restent toujours susceptibles de se traduire en protectionnisme et de déclencher ainsi un redoutable effet domino à l'échelle de l'Europe et de la planète.

C'est à tort que l'opinion tient l'UE pour irréversible. Après tout, l'unité n'est pas naturelle à l'Europe dont la force a tenu au contraire, pendant des siècles, à sa diversité qui, malgré une civilisation commune, s'est traduite en émulations stimulantes, mais aussi en confrontations tragiques entre Etats. L'UE rompt avec cette tradition tantôt féconde, tantôt maudite de rivalité intra-européenne. Mais faute d'une assise politique forte, elle reste fragile. En réalité l'UE a atteint un équilibre instable probablement inviable. Car l'UE n'a jamais pris la peine d'explicitier son but véritable pas plus que ses frontières définitives aux citoyens parce qu'elle entendait se préoccuper seulement de la route et non de la destination. Mais ce modèle élitaire et pragmatique s'épuise. C'est pourquoi un projet politique doit prendre aujourd'hui le relais du marché.

L'Europe institutionnelle – la Communauté Européenne au départ– est née, non pas d'un grand dessein mais des circonstances. Elle est d'abord le produit d'une impulsion américaine, avec le Plan Marshall, dans un contexte de guerre froide. La construction européenne a alors pris la voie de l'intégration économique par le marché parce que sa protection étant assurée par le bouclier de l'OTAN, elle a pu se dispenser de se penser comme projet politique. Elle s'est donc embarquée à six, sans finalité bien définie, sans une feuille de route et même sans frontières arrêtées : une Europe-espace économique ouvert, sans projet politique et sans ambition de puissance. Le bilan de ce cheminement à tâtons est à la fois impressionnant et inquiétant: d'un côté, l'UE est passée de 6 à 27 Etats dans un continent entretemps réuni, d'une union douanière à un marché unique et à une monnaie unique et même désormais elle prétend à une ambition de politique étrangère et de sécurité commune. De l'autre, cette Europe protéiforme, complexe est dépourvue d'identité reconnaissable par les citoyens et souvent inaccessible aux élus politiques eux-mêmes. Quant à son rôle dans le monde, hormis dans l'univers du commerce, il est sévèrement contraint par un défaut de représentation dans les organes de la gouvernance économique et politique globale, par un consensus faible entre les 27 sur un projet clair, ainsi que par la règle de l'unanimité et l'absence de défense commune en matière de politique étrangère. Celle-ci reste la politique du plus petit commun dénominateur, dès lors changeante et peu fiable pour nos partenaires.

## **Une inconsistance institutionnelle préjudiciable au modèle social**

Mais revenons au modèle social. La division du travail initiale entre UE et les Etats-membres s'est faite sur un clivage entre l'économique et le social : à l'UE, l'efficience par le marché en vue de la croissance ; aux EM la stabilisation du cycle et la redistribution en vue de l'équité par l'impôt progressif, la sécurité sociale et les politiques d'éducation, de santé et de logement. Ce confinement de l'UE dans la fonction d'efficience, l'a amenée très tôt à opter pour une approche d'économie de l'offre par différence avec les politiques keynésiennes abandonnées aux EM et discréditées par la stagflation des années 70 : le marché unique avec la libre circulation des biens et des facteurs se présente comme un exercice de dérégulation nationale, avec pour contrepartie toutefois une certaine harmonisation communautaire, du moins dans la mesure où cela est nécessaire à la fois pour assurer la libre circulation et pour prévenir les distorsions de concurrence. La monnaie unique va prolonger le marché unique pour l'eurozone. Peu d'harmonisation sociale donc et une harmonisation fiscale circonscrite à l'impôt indirect- TVA et accises. Pour le reste, la concurrence fiscale sur les facteurs mobiles – actifs financiers et entreprises- se fait de plus en plus vive au fur et à mesure des progrès de l'intégration qui favorisent leur mobilité et des élargissements qui accroissent la diversité, notamment les écarts dans les taux de taxation ; elle aboutit ainsi à une course au moins disant en matière de progressivité de l'impôt et d'impôt des sociétés. Quant à l'agenda social de l'UE, il existe mais reste par rapport aux enjeux d'équité et de redistribution.

Le passage à la monnaie unique va renforcer cette doctrine de l'offre au niveau de l'UE et rendre la concurrence fiscale de plus en plus incongrue et délétère. L'UEM n'est en effet pas au départ une zone monétaire optimale : elle rassemble des économies hétérogènes susceptibles d'être exposées à des chocs asymétriques ; ses économies n'assurent qu'une faible mobilité de la main-d'œuvre et la flexibilité du travail et des salaires réels est nulle de sorte qu'elles sont exposées à des déséquilibres structurels persistants en cas de choc asymétrique. En outre et surtout, l'eurozone ne se dotera pas d'outils – notamment un budget – visant à corriger ces déséquilibres et à introduire de la solidarité entre Etats-membres.

### **L'eurozone, un espace monétaire ingouvernable en cas de crise**

En fait l'eurozone est avant tout conçue comme une prolongation du marché unique : il s'agit d'abord d'éliminer les dernières barrières, de nature monétaire, aux échanges. Accessoirement, la monnaie unique fournira mécaniquement une protection contre les chocs monétaires extérieurs.

L'appareil de gouvernance de l'eurozone est donc réduit au strict minimum : une BCE indépendante avec pour mandat exclusif le maintien de l'inflation à un niveau bas et un

Pacte de Stabilité et de Croissance sanctionnant les déficits budgétaires excessifs des Etats , mais muet sur les surplus. Aucune solidarité financière n'est prévue et le sauvetage des pays défaillants est explicitement exclu.

Cette UEM sommaire va se révéler un piège pour les Etats périphériques qui gèrent mal les taux d'intérêt bas fixés par la BCE et qui s'imposent à tous les pays quelle que soit leur position dans le cycle. S'ensuivent dette publique et dette privée en hausse, surendettement des banques, bulles immobilières, hausses des salaires plus rapides que les gains de productivité.

Le non respect du PSC par les grands pays fondateurs, nourrit le laxisme budgétaire chez ces Etats périphériques qui vont s'endetter principalement au dehors, exposant ainsi les banques des grands pays au risque souverain périphérique.

### **Les marchés financiers acteurs malgré eux d'une ébauche de gouvernance**

La pression des marchés financiers qui ont successivement ciblé la Grèce, l'Irlande, le Portugal et probablement bientôt l'Espagne a amené le Conseil Européen – fonctionnant parfois en composition circonscrite à l'eurozone- dans la fièvre de sessions convoquées en urgence par Herman Van Rompuy , à prendre cinq types de décisions ou orientations:

- 1) un dispositif de sauvetage des Etats-Membres en difficulté impliquant la Commission, les EM et le FMI, en deux temps : une Facilité de Stabilité Financière jusqu'en 2013 et par la suite un Mécanisme de Stabilité Financière intergouvernemental – qui ne sera vraiment finalisé qu'en 2017 – qui lie des prêts avantageux aux Etats en difficulté à des réformes structurelles, à un rééquilibrage des finances publiques et à une baisse des coûts salariaux unitaires ;
- 2) un PSC renforcé avec sanctions quasi-automatiques (sauf vote contraire du Conseil) et une tutelle de Bruxelles sur la qualité des dépenses (croissance versus redistribution) à la faveur du Semestre européen ;
- 3) des outils de promotion des réformes volontaires chez les EM par la méthode ouverte de coordination ; Pacte de compétitivité et Stratégie 2020 succèdent à une Stratégie de Lisbonne ratée;
- 4) une réforme financière en cours portant sur l'architecture – UE/EM – et les disciplines en matière de régulation et de supervision avec pour seule ambition de prévenir le retour de la crise de 2008 ;
- 5) une tentative bienvenue d'approfondissement du marché unique selon un schéma Monti-Barnier qui entrouvre aussi la porte à une coordination fiscale.

L'idée maîtresse de ces politiques est double :

- 1) d'une part redresser les finances publiques, clé de la stabilité de l'euro, de la soutenabilité de la croissance à long terme des EM, et de la santé des banques créancières allemandes et françaises ;
- 2) d'autre part relancer la croissance en misant sur l'unification du grand marché et sur la compétitivité internationale -prenant en compte la nécessité de compenser un euro fort- en jouant sur la productivité (à long terme) et sur les salaires (à court terme) et la flexibilité des contrats de travail (CDD/CDI)

Ces dispositifs sont exclusivement orientés vers la croissance de l'offre à long terme (potential output) au moment où tous les paramètres pointent vers une restriction de la demande globale: désendettement des Etats, hausse des prix pétroliers et alimentaires, plafonnement ou réduction des salaires, cours élevé de l'euro, relèvement – marginal il est vrai – du taux de la BCE.

Leur mise en œuvre sera donc difficile et elle va aboutir au mieux à une croissance faible, mais au prix d'une dégradation de l'emploi et des salaires et d'une aggravation des inégalités. Celles-ci remontent de plus en plus dans les classes moyennes de moins en moins assurées de leurs espoirs d'amélioration des perspectives pour leurs enfants. C'est de là que vient le danger pour la stabilité sociale et politique de l'UE.

### **Le sauvetage de l'euro aux dépens du modèle ?**

Si ces prévisions, non pas apocalyptiques, mais modérément pessimistes, devaient se vérifier, pense-t-on que l'UE sortirait indemne ?

La situation étant ce qu'elle est, les gens pourraient sans doute accepter sans gaité de cœur des sacrifices, mais ils deviendront certainement plus regardants sur le partage juste des efforts. L'UE doit comprendre qu'il ne s'agit pas seulement de sauver le soldat euro, mais de ne pas lui sacrifier le modèle social, clé de la cohésion sociale et de la stabilité politique du continent.

Il faut donc revenir sur la division du travail originale entre UE et Etats-membres et accepter qu'une intégration poussée jusqu'ici à une monnaie commune, outil de politique économique et expression de l'unité d'un ensemble vis-à-vis du reste du monde, implique une construction politique d'envergure qui organise une véritable communauté de destin.

Les coups de boutoir des marchés financiers peuvent forcer le Conseil européen à décider dans l'urgence, des compléments, des renforts, des aménagements suffisants pour permettre à l'eurozone de tenir le coup fut-ce au prix de l'une ou l'autre restructuration de dette souveraine, voire à celui infiniment plus lourd, d'une sortie de l'euro pour un Etat défaillant sous la pression de sa population excédée par la rigueur et l'injustice. Mais si

l'eurozone se sauve en remettant fondamentalement en cause le contrat social européen, l'UE en sortira fragilisée parce que le consensus citoyen lui fera de plus en plus défaut.

L'Europe y perdrait la seule véritable source de son identité susceptible de rallier les citoyens autour de valeurs communes qui distinguent l'Europe des autres continents et lui donnent sa singularité.

L'état d'esprit qui règne aujourd'hui en Europe, m'opposera-t-on, se prête moins que jamais à des avancées politiques et dès lors la limitation des dégâts est le seul scénario acceptable aujourd'hui pour les capitales, notamment Paris et Berlin dont l'accord reste indispensable au compromis européen et dont les économies divergent dangereusement rendant leur accord plus difficile voire impossible, n'était-ce la pression des marchés financiers et des agences de notations. Alors, un projet ? Une vision ? Un élan ?

Mais il n'y a pas que les marchés financiers. Il y a la pression sur les ressources avec ses conséquences imprévisibles. Il y a la montée en puissance de la Chine. Il y a le déclin relatif de la puissance hégémonique des USA, jusqu'ici un allié sûr mais demain ? Il y a l'éventualité d'un G2 au sein du G20 qui consacrerait l'éviction de l'UE et qui ferait d'elle une alliée obligée de l'Amérique avec le risque d'un nouvel univers bipolaire.

Bref, si hier c'est la menace soviétique qui a forcé l'Europe à passer outre à ses ressentiments de l'après-guerre pour s'unir, c'est aujourd'hui le défi de la montée en puissance de la Chine qui justifie un saut supplémentaire vers la supranationalité, en tous les cas pour le noyau qu'est l'eurozone.

### III. Quel projet pour quel modèle ?

Le préalable est d'accepter que même dans un monde globalisé et ouvert, l'UE constitue un périmètre cohérent de souveraineté économique, et notamment en matière monétaire, financière et fiscale. Faire d'un consensus au sein du G20, un point de passage obligé pour établir un programme de politique économique intégrant la donne sociale comme une dimension centrale est tout à fait abusif. Le poids de l'UE, première puissance commerciale, première réserve d'épargne et source d'investissement direct du monde, la met en mesure de négocier la réciprocité avec ses partenaires et le cas échéant, de conditionner les mouvements de capitaux à l'observation de normes prudentielles et fiscales européennes.

Quels seraient les principaux chapitres d'un modèle social européen ?

Inévitablement , dans une perspective de soutenabilité à long terme, c'est d'abord la productivité générale des facteurs, seule source de croissance pour une société en déclin démographique, qui vient en priorité avec l'ensemble de ses composantes : innovation technologique et institutionnelle, éducation, recherche, formation, régimes incitatifs, y compris la fiscalité. Dans cette perspective, l'UE devrait assurer un programme d'investissement en réseaux transeuropéens financés par l'emprunt européen dont le service serait gagé sur des ressources propres. Par ailleurs ,un effort proprement européen de R-D fondamentale pour fournir un bien public global à la portée d'une grande économie avancée, qui aurait des retombées indirectes pour les programmes publics et privés de recherche appliquée et d'innovation.

Ensuite, c'est le policy-mix qui gouverne la demande globale, en particulier une coordination budgétaire symétrique qui partage l'effort d'ajustement entre pays en surplus et pays en déficit. Un budget propre à l'eurozone affecté au service de la dette publique européenne constituerait à la fois un outil de péréquation entre Etats et de construction d'un grand marché européen liquide d'euro-obligations .

Ensuite, ce sont des réformes structurelles qui doivent explicitement viser à introduire la justice sociale comme paramètre à parité avec la croissance dans la politique économique européenne :

- Harmonisation fiscale - voire le moment venu un impôt européen- en matière de taxation de l'entreprise et de l'épargne puisque ces deux facteurs peuvent se déplacer librement dans l'UE, et en tous les cas harmonisation au niveau de l'eurozone, le cas échéant, en recourant à la coopération renforcée et, s'il le faut, en tordant le bras des pays qui joueraient la concurrence fiscale dans la zone euro. Bien entendu, l'éradication des paradis fiscaux intra-européens doit être réalisée. Ainsi deviendrait possible une meilleure répartition de la charge fiscale entre capital et travail plus favorable à l'emploi, et une plus grande justice fiscale

entre rente et salaire, entre grande entreprise multi-sièges et PME. Les Etats verraient mieux garantie leur capacité de financer la redistribution des revenus à leur niveau, notamment la sécurité sociale.

- Ramener l'industrie financière à un niveau de profit et de rentabilité raisonnables en jouant sur la réglementation et la fiscalité, le cas échéant en assurant le marquage des flux de capitaux avec l'extérieur pour les assujettir aux normes prudentielles et fiscales de l'UE.
  
- En parallèle avec la réforme financière, s'impose un nouveau statut pour l'entreprise de manière à rompre l'allégeance des managers aux investisseurs institutionnels (notamment en supprimant les stock options sauf pour les start-ups) à fixer une norme de tension salariale et en rendant la 'responsabilité sociale des entreprises obligatoire

#### IV. Conclusions

Utopie que tout cela ? Aujourd'hui sans doute parce que toutes les énergies politiques disponibles sont centrées sur les agendas nationaux et sur le court terme et que dans ces conditions, le sauvetage de l'Eurozone apparaît déjà comme un miracle au quotidien . Mais nous serons bientôt demain et il apparaît déjà aujourd'hui que l'UE, faute d'intégration, est le maillon faible de la coopération multilatérale pour la maîtrise du capitalisme de marché globalisé alors qu'elle est demanderesse de cette coopération.

N'est-il pas dans l'intérêt de l'Europe que la Chine réoriente son développement vers son marché intérieur , que sa pression se relâche sur nos marchés du travail et qu'elle ouvre de nouveaux débouchés à nos exportations, qu'elle économise l'énergie fossile et que nous concluons avec elle des accords équilibrés d'accès aux ressources ? N'est-il pas dans l'intérêt de l'Europe que l'atterrissage du dollar se fasse en douceur et que l'Amérique ne nous impose pas son mode de vie 'par osmose' au motif qu'elle assure notre sécurité ? N'est-il pas dans l'intérêt de l'Europe de stabiliser, à travers un développement équitable, la frange sud de la Méditerranée, le Moyen-Orient et l'Afrique où la pauvreté et l'injustice entretiennent la violence et poussent à l'émigration sauvage ?

Mais pour exister dans le monde, l'Europe doit d'abord exister chez elle, c'est-à-dire se rassembler autour d'un projet fort : le modèle social qui assure une certaine qualité de vie en société propre à notre continent fournit la base d'un vouloir-vivre ensemble. Certes ce modèle comporte des variantes sous-régionales, mais graduellement celles-ci doivent converger vers le haut dans une matrice de base harmonisée robuste et dynamique.

L'Europe, et c'est indissociable du modèle, doit aussi pourvoir à sa propre sécurité en rationalisant et en organisant son effort de défense en exploitant les contraintes imposées par le rééquilibrage des finances publiques. La défense n'est-elle pas par excellence le meilleur exemple – avec la recherche fondamentale- d'un bien public régional qui nécessite des économies d'échelles et donc appelle la grande dimension européenne. L'Europe ne sera un allié sûr et utile pour les Etats-Unis et un partenaire prévisible et fiable pour la Chine que si, par la maîtrise de son dispositif de défense, elle acquiert son autonomie en politique étrangère, ce que les gesticulations des 'big three' (France, Allemagne et Royaume-Uni ) ne lui apporteront pas.

La question du comment est bien entendu toujours la question difficile lorsqu'une vision ambitieuse est proposée, quand bien même ici, elle est déjà ancrée dans le quotidien des gens et qu'il s'agit de construire à partir d'une pratique. Trois obstacles doivent être surmontés.

Le premier est d'engager la bataille des idées sur deux plans : d'un côté, il faut déloger le néo-libéralisme de son statut de doctrine dominante de l'organisation de l'économie, ce qui contraint à dégager une vision plus philosophique et plus anthropologique du monde qui

prenne en compte toute la richesse de l'humain et non seulement une dimension hypertrophiée et réductrice du rôle de l'homme comme agent économique. Le besoin d'une éthique est évident : l'effondrement du marxisme égaré dans la toundra des goulags et l'implosion du christianisme sous la pression de la culture technologique et consumériste, nous contraint à reconstruire une éthique suffisamment forte pour créer des contre-pouvoirs au capitalisme de marché. D'un autre côté, il faut combattre de front l'euro-scepticisme ou l'euro-fatigue qui prévalent aujourd'hui en Europe, décourageant le recours à l'Europe comme seul niveau de pouvoir apte à organiser au-dedans et au-dehors la maîtrise du capitalisme de marché. Il n'y aura modèle européen, ni défense commune sans de nouvelles avancées fédéralistes! L'alternative est la paralysie ou une forme de désintégration de l'UE, car l'équilibre atteint aujourd'hui par l'UE est foncièrement instable.

Deuxièmement, il faut fournir un narratif, un fil rouge, aux citoyens pour qu'ils osent s'avancer comme peuple européen organisé en forces politiques, selon les principaux courants idéologiques, à l'échelle du continent. Quel meilleur principe d'identité constitutive d'un démos européen que le projet de modèle social, quintessence au niveau du vécu, des valeurs les plus riches de notre legs civilisationnel et emblème d'une Europe-puissance non impérialiste, mais ouverte au monde. L'UE ne va tout de même pas aller chercher la source de son identité directement dans sa seule Histoire au risque d'exclure 'les nouveaux Européens' ou dans un nationalisme européen qui pousserait à grossir un péril jaune ou une menace islamiste. Seul un projet de société rassemble et inclut. Seul le modèle social comme principe d'unité collerait à la réalité d'une Europe exposée au métissage et dont il faut assurer l'intégration.

Troisièmement et enfin, des rapports de force politiques doivent corriger la trajectoire de l'intégration et replacer l'Europe sur une orbite intégrant sa finalité sociale. Les difficultés qui s'amoncellent du fait de la crise sont génératrices de tensions, de conflits, de luttes sur le terrain, bref de mobilisation. Cette force de changement peut être réprimée au nom du statu quo, lequel est intenable; elle peut aussi être dissipée dans des colères tournées vers le ciel et sans résultats concrets; elle peut-être canalisée par les faux prophètes du populisme, toujours régressif et porteur de fermeture et de protectionnisme. Elle doit être mobilisée pour la revitalisation du modèle social européen dans un monde bien différent de celui des trente glorieuses, en raison du rééquilibrage des forces entre continents et de la pression sur les ressources intervenus entretemps. La réponse économique ne suffira pas, quoiqu'elle soit incontournable. La réponse sera aussi culturelle et sociétale. Elle inclura de nouveaux modes de vie plus soutenables et de nouveaux rapports plus riches et plus vrais entre les personnes, considérées à la fois comme individus singuliers et comme membres de communautés humaines.

Il n'y a pas lieu de désespérer d'une Europe fidèle à elle-même.